Barreau du Québec

Avocat à la retraite et Avocat à la retraite avec droit d'exercice restreint

1381 – REQUÊTE EN RÉINSCRIPTION
Article 70 L.B.

À l'usage de l'administration

- ☐ 65(3) L.B. (démission, radiation, faillite)
- ☐ 67 L.B. (assermenté)
- ☐ 70 L.B. (démission)
- ☐ 71(2) L.B. (abandon sans avis)
- ☐ 72 L.B. (radiation disciplinaire)
- ☐ 74 L.B. (juge)
- ☐ 122(2) L.B. (faillite libérée)

→ **TOUT FORMULAIRE REMPLI DE FAÇON INCOMPLÈTE NE SERA PAS TRAITÉ.**
→ **VOUS DEVEZ JOINDRE À VOTRE REQUÊTE LE PAIEMENT DES FRAIS D'ADMINISTRATION ET DE COTISATIONS.**
→ **IL EST TRÈS IMPORTANT DE RESPECTER L'ESPACE ALLOUÉ; SI INSUFFISANT, JOINDRE UNE ANNEXE.**
→ **LE MASCULIN EST UTILISÉ DANS UNE FORME GÉNÉRIQUE AFIN D'ALLÉGER LE TEXTE.**

REQUÉRANT :

Prénom : _____ Nom : _____

À l'usage de l'administration | | | | | | | | |

1. RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Date de naissance : _____ (Jour) / _____ (Mois) / _____ (Année) Sexe : ☐ Féminin ☐ Masculin

1.1 Adresse résidentielle

_____

_____ Code postal : _____

Téléphone : (_____) _____ Télécopieur : (_____) _____

Courriel : _____

2. ORDRES PROFESSIONNELS

2.1 Êtes-vous présentement ou avez-vous déjà été membre d'un autre ordre professionnel ou d'un organisme équivalent hors du Québec ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** lequel/lesquels : ☐ Chambre des notaires du Québec # membre : _____

☐ Autres, # membre : _____

(05/2026)

précisez lequel/lesquels : _____

Adresse (s) : _____

_____

2.2 Si vous avez répondu oui à la question précédente, avez-vous déjà fait l'objet d'une sanction disciplinaire ou êtes-vous présentement sous le coup d'une sanction disciplinaire ou de toute autre mesure administrative de cet ordre professionnel ou de ceux-ci, si vous êtes ou avez été membre de plus qu'un ordre professionnel ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** Quand : _____

Pour quel(s) motif(s) : _____

_____

_____

(Vous devez joindre une copie certifiée conforme des documents pertinents)

2.3 Si vous avez répondu oui à la question 2.1, devez-vous présentement quelque somme que ce soit à cet ordre professionnel ou à ces ordres ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** Montant : _____

Date à laquelle la dette a été contractée : _____

(Vous devez joindre une copie certifiée conforme des documents pertinents)

2.4 Si vous avez répondu oui à la question 2.1, avez-vous déjà fait ou faites-vous présentement l'objet d'une enquête, de quelque nature que ce soit, par cet ordre professionnel ou par ces ordres, si vous êtes ou avez été membre de plus qu'un ordre professionnel ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** Nature de l'enquête : _____

Depuis quand : _____

2.5 Avez-vous déjà fait ou faites-vous présentement l'objet d'un refus, d'une sanction disciplinaire ou d'une poursuite disciplinaire à l'École du Barreau, du Barreau du Québec, de tout autre ordre professionnel ou de tout autre organisme administratif, au Québec ou à l'extérieur du Québec ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, veuillez produire une copie conforme des documents appropriés et fournir tous les renseignements pertinents pour chaque événement.

3. DOSSIERS DISCIPLINAIRES

3.1 Avez-vous déjà été condamné par un Conseil de discipline à la suite d'une plainte disciplinaire (plainte déposée devant un Conseil de discipline d'un ordre professionnel) ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, quelle était la nature de la décision et de la sanction. _____

_____

_____

(veuillez en joindre copie(s))

3.2 Faites-vous présentement l'objet d'une plainte disciplinaire ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** pour quel motif(s) : _____

_____

3.3 Avez-vous déjà fait l'objet d'une mesure disciplinaire dans une université ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, veuillez produire une copie de la plainte, de la décision et de la sanction. Si ces documents ne l'indiquent pas, mentionnez le nom de l'institution, la date de la décision, l'objet de la plainte et la nature de la décision ainsi que tout autre document pertinent.

4. DOSSIERS JUDICIAIRES

4.1 Avez-vous déjà été déclaré coupable, au Canada ou ailleurs, d'un ou de plusieurs actes criminels ou d'une ou de plusieurs infractions punissables sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire en vertu du *Code criminel* (L.R.C. 1985, c. C-46) ou de toute autre loi applicable ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** En ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants : _____

a) Province : _____

b) District judiciaire : _____

c) Numéro de dossier : _____

d) Objet de l'accusation : _____

e) Verdict : _____

f) Sentence : _____

(veuillez préciser si vous avez obtenu une absolution conditionnelle ou inconditionnelle)

g) Vous devez joindre, s'il y a lieu, une copie des documents suivants :

- ☐ Dénonciation ou acte d'accusation
- ☐ Jugement ou procès-verbal de la décision
- ☐ Toute la preuve transmise par le poursuivant dans le cadre de son obligation de communication de la preuve
- ☐ Rapport présententiel ou prédécisionnel

4.2 **Avez-vous déjà été déclaré coupable, à l'étranger, d'un ou plusieurs actes criminels ou infractions, qui, s'il(s) avait(ent) été commis au Canada, aurait(ent) pu faire l'objet d'une poursuite par acte criminel ou par déclaration de culpabilité par procédure sommaire ?**

☐ **Non**

☐ **Oui,** En ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants :

a) Pays : _____

b) Province ou État : _____

c) District judiciaire : _____

d) Numéro de dossier : _____

e) Objet de l'accusation : _____

f) Verdict : _____

g) Sentence : _____

(veuillez préciser si vous avez obtenu une absolution conditionnelle ou inconditionnelle)

h) Vous devez joindre, s'il y a lieu, une copie des documents suivants :

- ☐ Dénonciation ou acte d'accusation
- ☐ Jugement ou procès-verbal de la décision
- ☐ Toute la preuve transmise par le poursuivant dans le cadre de son obligation de communication de la preuve
- ☐ Rapport présententiel ou prédécisionnel

4.3 **Relativement à la condamnation dont vous avez fait état ci-haut, avez-vous présenté une demande de suspension de casier judiciaire (article 3 de la *Loi sur le casier judiciaire*, L.R.C. 1985, c. C-47) ou son équivalent dans le pays où est intervenue la déclaration de culpabilité ?**

☐ **Non**

☐ **Oui,** Si vous avez répondu oui à cette question, votre demande de suspension :

- ☐ est en cours d'étude
- ☐ a été refusée
- ☐ a été révoquée
- ☐ a été acceptée

(Vous devez joindre copie conforme des documents pertinents à votre demande)

4.4 **Relativement à la condamnation dont vous avez fait état ci-haut, avez-vous présenté une demande de clémence royale (article 748(1) du *Code criminel*, L.R.C. 1985, c. C-46) ou son équivalent dans le pays où est intervenue la déclaration de culpabilité ?**

☐ **Non**

☐ **Oui,** Si vous avez répondu oui, votre demande de clémence royale :

- ☐ est en cours d'étude
- ☐ a été refusée
- ☐ a été accordée conditionnellement

(Vous devez joindre copie conforme des documents pertinents à votre demande)

4.5 À l'exception d'une infraction liée au *Code de la sécurité routière*, avez-vous déjà fait ou faites-vous présentement l'objet, au Canada, d'une ou de plusieurs poursuites pénales en vertu d'une loi provinciale ou fédérale ?

PRÉCISION : Cette question ne concerne pas les règlements municipaux adoptés en vertu de la *Loi sur les cités et villes*, du *Code municipal*, des différentes chartes des villes, des lois sur les communautés urbaines ou d'autres lois connexes (exemples : billet de stationnement, infraction relative au tabagisme, etc.).

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, vous devez fournir les renseignements suivants :

a) Province : _____

b) District judiciaire : _____

c) Numéro de dossier : _____

d) Objet de l'accusation : _____

e) Verdict : _____

f) Sentence : _____

Vous devez joindre à votre demande une copie des documents suivants, s'il y a lieu :

☐ le jugement ou le procès-verbal de la décision

☐ le constat d'infraction ou la dénonciation

4.6 Avez-vous fait ou faites-vous présentement l'objet d'une ou de plusieurs poursuites criminelles ou pénales au Canada ou ailleurs ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants :

a) Province : _____

b) District judiciaire : _____

c) Numéro de dossier : _____

d) Objet de l'accusation : _____

Vous devez joindre à votre demande une copie des documents suivants, s'il y a lieu :

☐ la dénonciation ou l'acte d'accusation

☐ toute preuve transmise par le poursuivant dans le cadre de son obligation de communication de la preuve

☐ le rapport présentenciel ou prédécisionnel

4.7 Avez-vous fait ou faites-vous présentement l'objet d'une ou plusieurs poursuites, à l'étranger, pour un ou des actes criminels ou infractions qui, s'il(s) avait(ent) été commis au Canada aurait(ent) pu faire l'objet de poursuite par acte criminel ou par déclaration de culpabilité par procédure sommaire en vertu du *Code criminel* (L.R.C. 1985, c. C-46) ou de toute autre loi applicable ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants :

a) Pays : _____

b) Province ou État : _____

c) District judiciaire : _____

d) Numéro de dossier : _____

e) Objet de l'accusation : _____

Vous devez joindre à votre demande une copie des documents suivants, s'il y a lieu :

- ☐ la dénonciation ou l'acte d'accusation
- ☐ toute preuve transmise par le poursuivant dans le cadre de son obligation de communication de la preuve
- ☐ le rapport présentenciel ou prédécisionnel

4.8 Outre toute affaire matrimoniale, avez-vous déjà été impliqué ou êtes-vous présentement impliqué de quelque façon que ce soit à titre de partie (demanderesse, défenderesse, mise en cause, etc.) dans une procédure de nature civile ou dans toute autre réclamation en vertu d'une loi provinciale ou fédérale ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants et une copie conforme des documents appropriés :

a) District judiciaire : _____

b) Numéro de dossier : _____

c) Objet de la poursuite : _____

4.9 Existe-t-il contre vous, un ou plusieurs jugements inexécutés en matière matrimoniale, civile ou pénale ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants et une copie conforme des documents appropriés :

a) District judiciaire : _____

b) Numéro de dossier : _____

c) Objet de la poursuite : _____

4.10 Avez-vous déjà été déclaré coupable d'outrage au tribunal ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants et une copie conforme des documents appropriés :

a) District judiciaire : _____

b) Numéro de dossier : _____

c) Objet de l'ordonnance : _____

4.11 Avez-vous déjà fait ou faites-vous présentement l'objet d'une suspension, d'une révocation ou d'un refus d'émission d'un permis (y compris un permis de conduire) ou d'une suspension du droit d'obtenir un permis (y compris un permis de conduire), soit au Québec, ailleurs au Canada ou à l'étranger ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, veuillez fournir les renseignements suivants et une copie conforme des documents appropriés :

a) Pays : _____

b) Province ou État : _____

c) Objet du permis : _____

d) Nom de l'organisme décisionnel : _____

e) Nature de la décision : _____

f) Date de la décision : _____

4.12 Avez-vous déjà fait ou faites-vous présentement l'objet d'une ou de plusieurs poursuites pour exercice illégal de la profession d'avocat ou de toute autre profession au Canada ou ailleurs ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, veuillez produire une copie de la plainte disciplinaire, une copie de la décision disciplinaire, une copie de la sanction disciplinaire. Il faut mentionner le nom de l'institution, la date de la décision (si elle n'apparaît pas sur le document fourni), l'objet de la plainte et la nature de la décision. Vous devez fournir tout autre document pertinent.

4.13 Avez-vous déjà fait ou faites-vous présentement l'objet d'une plainte, d'une décision ou d'une mesure disciplinaire ou d'une autre nature en matière d'harcèlement sexuel, d'harcèlement pour un autre motif visé à l'article 10 de la *Charte des droits et libertés* de la personne ou pour toute autre forme de harcèlement ou discrimination ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, veuillez produire une copie des plaintes, décisions ou des mesures disciplinaires et/ou administratives qui ont été imposées.

5. FAILLITE

5.1 Depuis votre première inscription au Tableau de l'Ordre, avez-vous déjà fait ou faites-vous présentement une cession de vos biens ou été mis en faillite en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (L.R.C. 1985, c. B-3) ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, veuillez joindre l'avis de cession de biens ou l'ordonnance de séquestre rendue contre vous, les bilans ou états financiers relatifs à votre faillite ainsi que, le cas échéant, le rapport du syndic de faillite et le jugement de libération.

5.2 Depuis votre première inscription au Tableau de l'Ordre, avez-vous déjà fait ou faites-vous présentement l'objet d'une proposition concordataire du régime général ou de consommation en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (L.R.C. 1985, c. B-3) ou êtes-vous soumis aux prescriptions des articles 664 et suivants du *Code de procédure civile* (dépôt volontaire) ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, veuillez produire une copie conforme des documents appropriés et fournir tous les renseignements pertinents.

5.3 Avez-vous été ou êtes-vous présentement administrateur ou dirigeant d'une compagnie qui a déjà fait une cession de ses biens ou qui a été mise en faillite ou qui a fait une proposition concordataire ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, veuillez produire une copie conforme des documents appropriés et fournir tous les renseignements pertinents pour chaque événement.

6. RÉGIME DE PROTECTION (Article 69.1 L.B.)

6.1 Depuis votre première inscription au Tableau de l'Ordre du Barreau du Québec, avez-vous fait l'objet d'une tutelle ou curatelle ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, veuillez joindre une copie du jugement.

7. RETRAIT DU TABLEAU DE L'ORDRE

7.1 Veuillez nous indiquer la date et les motifs qui ont amené votre retrait du Tableau de l'Ordre des avocats du Barreau du Québec.

_____

_____

_____

_____

_____

_____

_____

_____

_____

_____

8. RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS

8.1 Avez-vous déjà présenté une Requête en réinscription qui a été refusée par le Barreau du Québec ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, veuillez nous fournir copie de la décision à cet effet.

8.2 Devez-vous des sommes au Barreau du Québec (fonds d'indemnisation, discipline, arbitrage, fonds d'assurance responsabilité ou autres) ?

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, - quel(s) montant(s) :_____

- pour quel(s) motif(s): _____

PRÉCISION : Toute personne devant des sommes au Barreau du Québec et présentant une Requête en vertu des articles 48, 67, 70, 72 ou 122 de la *Loi sur le Barreau,* doit avoir acquitté celles-ci et ce, avant que le secrétaire du Comité des requêtes puisse mettre au rôle la Requête.

8.3 Raison(s) de votre demande :

_____

_____

_____

8.3.1 En tant qu'avocat à la retraite, exercerez-vous au sein d'une personne morale sans but lucratif (PMSBL)?

☐ OUI ☐ NON

8.3.2 En tant qu'avocat à la retraite, agirez-vous à titre de médiateur accrédité aux petites créances ?

☐ OUI ☐ NON

8.4 Votre adresse de résidence est-elle située à l'extérieur du Québec ?

☐ **Non,** Votre section de réinscription est déterminée automatiquement par votre adresse de résidence. **(Voir annexe 1)**

SECTION DE : _____

☐ **Oui,** Vous avez le choix de votre section de réinscription. Veuillez nous indiquer celle où vous souhaitez vous inscrire. **(Voir annexe 1)**

SECTION DE : _____

8.5 Avez-vous un titre honorifique ? (c.r. ou autres)

☐ **Non**

☐ **Oui,** Lequel : _____

(Veuillez joindre copie du document qui atteste de votre titre.)

8.6 Autres :

Veuillez nous indiquer tout autre renseignement pertinent.

_____

_____

_____

_____

_____

_____

_____

_____

9. ÉTAT DE SANTÉ

La question 9.2 est obligatoire si vous avez répondu oui à l'une des questions 8.3.1 ou 8.3.2.

9.1 Souffrez-vous présentement d'une dépendance physique ou psychologique vis-à-vis l'alcool, le jeu ou une drogue obtenue sur ordonnance ou autrement?

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, vous devez fournir une description générale de cette dépendance et des impacts découlant de celle-ci. ***Pour ce faire, veuillez utiliser une autre feuille.***

9.2 En vous fondant sur votre historique personnel, votre situation actuelle ou toute opinion ou tout avis professionnel que vous avez reçu, avez-vous présentement une condition qui est raisonnablement susceptible d'affecter votre capacité à exercer la profession d'avocat?

PRÉCISION : La question ci-haut est posée en vertu de l'article 48 du *Code des professions* du fait que « [l]e Conseil d'administration d'un ordre peut ordonner l'examen médical d'une personne qui est membre de cet ordre, qui demande son inscription au tableau ou qui présente une autre demande dans le cadre de sa candidature à l'exercice de la profession lorsqu'il a des raisons de croire que cette personne présente un état physique ou psychique incompatible avec l'exercice de sa profession ».

À noter que cette question ne vise aucunement une personne qui souhaite obtenir des mesures d'accommodement pour sa formation professionnelle en raison d'une situation de handicap.

☐ **Non**

☐ **Oui,** dans ce cas, vous devez fournir une description générale de cette condition et des impacts découlant de celle-ci. ***Pour ce faire, veuillez utiliser une autre feuille.***

10. Consentement à recevoir des courriels apparentés à des messages ÉLECTRONIQUES COMMERCIAUX

En vertu de la *Loi canadienne anti-pourriel*, vous devez donner votre consentement à recevoir ou non des courriels apparentés à des messages électroniques commerciaux (infolettres, courriels concernant les formations, produits et événements) **de la part du Barreau du Québec**.

Cette demande de consentement vous sera transmise à chaque modification de vos coordonnées au Tableau de l'Ordre.

Les membres n'ayant pas exprimé de consentement **exprès** ne receveront plus ces courriels, qui incluent, notamment, *Le Barreau en action* et les formations du Service de la qualité de la profession du Barreau du Québec, à moins d'avoir consenti **expressément** à les recevoir.

Veuillez noter que dans tous les cas, vous recevrez *Le Bref* ainsi que toutes les communications réglementaires du Barreau du Québec.

10.1 Consentez-vous à recevoir des courriels apparentés à des messages électroniques commerciaux de la part du Barreau du Québec ?

☐ **Non**

☐ **Oui**

« NOTA »

En vertu de l'article 70 (1) de la *Loi sur le Barreau*, tout requérant doit inclure à sa Requête en réinscription le montant des cotisations exigibles pour l'année courante (veuillez vous référer à l'annexe 1).

Vous devez joindre à votre Requête le montant de **287,44 $ (250 $ plus les taxes applicables)** en paiement des frais d'ouverture de votre dossier.

Par ailleurs, si une audition devant le Comité des requêtes s'avère nécessaire, une somme additionnelle de **442,65 $ (385,00 $ plus les taxes applicables)** devra être transmise au Barreau du Québec.

Les modes de paiement privilégiés sont par cartes de crédit (Visa ou Mastercard), chèques ou mandats (libellés à l'ordre du Barreau du Québec) ou argent comptant. Ils sont encaissables au dépôt de la Requête.

Pour tous renseignements, veuillez communiquer avec le Greffe de réinscription
Téléphone : 514 954-3411 ou 1 844 954-3411
Courriel : greffe.requetes@barreau.qc.ca

AIDE-MÉMOIRE

AVEC MA REQUÊTE EN RÉINSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE AU STATUT D'AVOCAT À LA RETRAITE, **DÛMENT SIGNÉE ET ASSERMENTÉE**, JE JOINS :

- En vertu de l'article 70 (1) de la ***Loi sur le Barreau***, j'**inclus avec ma Requête en réinscription le montant des cotisations exigibles pour cette catégorie pour l'année courante** de ma section de réinscription (veuillez vous référer à l'annexe 1) et je comprends que si ma réinscription au Tableau de l'Ordre dans la catégorie d'avocats à la retraite ne se concrétise pas (pour rejet, désistement ou autres), ce montant me sera remboursé;
- Si j'ai indiqué mon intention d'exercer au sein d'une personne morale sans but lucratif (PMSBL) ou à titre de médiateur accrédité aux petites créances, je m'assure d'acquitter le montant de la prime d'assurance du Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau du Québec à l'aide du formulaire de souscription sur le site Web du Barreau au https://www.barreau.qc.ca/cna/assurance0.jsp .
- En conformité avec la résolution adoptée par le Comité administratif, j'inclus également le paiement de **287,44 $** (250 $ plus les taxes applicables) pour les **frais d'ouverture de mon dossier** et je comprends que ces **frais sont non remboursables**.
- Je transmets ma Requête en réinscription **dûment signée et assermentée** **PAR COURRIER** ou **PAR COURRIEL** avec les documents requis et paiements encaissables au dépôt de la Requête, soit par:

  ☐ **carte de crédit** (voir annexe A)

  OU

  ☐ **2 chèques séparés ou mandats faits à l'ordre du Barreau du Québec**
  « (1er) des frais d'ouverture de 287,44 $ (250 $ plus les taxes applicables) + frais d'audition de 442,65 $ (385,00 $ plus les taxes applicables), si radiation disciplinaire;
  (2ième) des cotisations (voir annexe 1) + les frais de radiation de 442,65 $ (385,00 $ plus les taxes applicables), s'il y a lieu »

  AU :
  GREFFE DE RÉINSCRIPTION / BARREAU DU QUÉBEC
  445 boul. Saint-Laurent, Montréal, QC H2Y 3T8
  greffe.requetes@barreau.qc.ca

AFFIRMATION SOLENNELLE

Je, soussigné _____ _____
Prénom Nom

domicilié au : _____

_____ Code postal : _____

déclare ce qui suit :

1. J'ai 55 ans ou plus;
2. Je demande à être inscrit(e) dans la classe de cotisation des avocats à la retraite;
3. J'assume, à cet égard, la cotisation annuelle du Barreau du Québec à laquelle j'ajoute ma contribution aux dépenses de l'Office des professions et la cotisation annuelle de mon Barreau de section pour les avocats à la retraite le cas échéant, ou à défaut, la cotisation annuelle régulière (voir annexe A);
4. Je m'engage à n'utiliser le préfixe « Me » ou « Mtre » qu'en faisant suivre mon nom des mots « avocat à la retraite »;

Avocat à la retraite

5. Je m'engage, en tant qu'avocat à la retraite, à ne poser directement ou indirectement, pour le compte d'autrui, aucun des actes mentionnés aux paragraphes 1 et 2 de l'article 128 de la *Loi sur le Barreau* (RLRQ, c. B-1), incluant les exceptions mentionnées aux sous-paragraphes a) 1° à 7° du paragraphe 2, ni aucun acte relié à la profession ou pouvant raisonnablement être perçu comme posé par un avocat en exercice;
6. Je demande d'être dispensé de l'obligation de souscrire au Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau du Québec parce que, tel que stipulé au point 3.9 du formulaire de dispense au Fonds d'assurance : « Je ne poserai en aucune circonstance l'un des actes mentionnés à l'article 128 de la *Loi sur le Barreau* (RLRQ, c. B-1) »;

Avocat à la retraite avec droit d'exercice restreint

7. Je m'engage, en tant qu'avocat à la retraite avec droit d'exercice restreint, qu'à ne poser, pour le compte d'autrui, que les actes mentionnés au paragraphe 1 de l'article 128 de la *Loi sur le Barreau* (RLRQ, c. B-1) et ce, uniquement dans le cadre de mon exercice au sein d'une personne morale sans but lucratif (PMSBL) ou bien d'agir uniquement à titre de médiateur accrédité aux petites créances;
8. Je m'engage, en tant qu'avocat à la retraite avec droit d'exercice restreint, à souscrire au Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau du Québec et à me conformer, le cas échéant, aux dispositions du *Règlement sur l'exercice de la profession d'avocat au sein d'une personne morale sans but lucratif*.

ET J'AI SIGNÉ,

_____
Requérant

Affirmé solennellement devant moi à _____ ce____ jour de_____ de l'an_____.

_____
Avocat ou personne habile à recevoir l'affirmation solennelle

Barreau du Québec

Annexe A
Paiements par carte de crédit
Avocat à la retraite et Avocat à la retraite avec droit d'exercice restreint

PAIEMENT EN LIGNE

→ **Veuillez vous rendre au www.barreau.qc.ca/paiement et sélectionnez le formulaire #1381.**

PAIEMENTS POUR :

(1) Frais d'ouverture 250 $ plus les taxes applicables **287,44 $**

+ Frais d'audition de 442,65 $ (385,00 $ plus les taxes applicables)
(si radiation disciplinaire) _____$

(1) TOTAL _____$

(2) Cotisations (Voir l'annexe I) _____$

+ Frais de radiation de 442,65 $ (385,00 $ plus les taxes applicables) (à inclure, s'il y a lieu) _____$

+ si je souhaite exercer au sein d'une PMSBL ou agir à titre de médiateur accrédité aux petites créances, je m'assure d'acquitter le montant de la prime d'assurance du Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau du Québec à l'aide du formulaire de souscription

(2) TOTAL _____$

Barreau du Québec

Annexe A
Avocat à la retraite et Avocat à la retraite avec droit d'exercice restreint

COTISATIONS ANNUELLES 2026-2027
(pour la période du 1er avril 2026 au 31 mars 2027)

IMPORTANT

Le montant des cotisations inclut :

- → **La cotisation annuelle de 162,70 $ au Barreau du Québec;**
- → **La contribution à l'Office des professions de 37,60 $;**
- → **La cotisation annuelle au Barreau de votre section de réinscription.**

EXEMPLE : Si votre section = Montréal→Cotisations 2026-2027 = 429,32 $

SECTION D'INSCRIPTION	COTISATIONS ANNUELLES 2026-2027 AVOCAT À LA RETRAITE
Abitibi-Témiscamingue	252,82 $*
Arthabaska	253,41 $*
Bas-Saint-Laurent–Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	253,41 $*
Bedford	264,91 $*
Côte-Nord	224,66 $*
Laurentides–Lanaudière	262,61 $*
Laval	293,66 $*
Longueuil	264,91 $*
Mauricie	374,13 $*
Montréal	429,32 $*
Outaouais	260,31 $*
Québec	458,07 $*
Richelieu	308,02 $*
Saguenay–Lac-Saint-Jean	371,55 $*
Saint-François	305,15 $*

Pour tous renseignements **concernant les cotisations**,
veuillez communiquer avec le Service des finances.
Téléphone : 514 954-3411 ou 1 844 954-3411
Courriel : cotisations@barreau.qc.ca

* À noter que si vous souhaitez accéder à la catégorie des avocats à la retraite avec droit d'exercice restreint, vous devez ajouter au montant des cotisations annuelles celui de la prime du Fonds d'assurance responsabilité professionnelle (FARPBQ).

Barreau du Québec

Annexe 2
Avocat à la retraite

DEMANDE DE DISPENSE
Fonds d'assurance responsabilité professionnelle

(S'applique uniquement au statut d'avocat à la retraite. Si vous souhaitez accéder au statut d'avocat à la retraite avec droit d'exercice restreint, vous devez souscrire à l'assurance responsabilité professionnelle.)

NOTE IMPORTANTE : *Toutes les personnes qui soumettent une requête en réinscription pour adhérer au statut «d'avocat à la retraite» doivent remplir la demande de dispense ci-dessous et la retourner avec leur formulaire,* ***sinon la requête sera considérée comme incomplète.***

JE DEMANDE D'ÊTRE DISPENSÉ DE L'OBLIGATION DE SOUSCRIRE AU FONDS D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE DU BARREAU DU QUÉBEC PARCE QUE :

3.1 ☐ Je serai au service exclusif du Gouvernement du Québec et nommé suivant la *Loi sur la fonction publique* (RLRQ, c. F-3.1.1); ou j'agirai exclusivement à titre de procureur aux poursuites criminelles et pénales nommé suivant la *Loi sur le Directeur des poursuites criminelles et pénales* (RLRQ, c. D-9.1.1);

3.2 ☐ Je serai au service exclusif d'un organisme dont le Gouvernement du Québec ou l'un de ses ministres nomme la majorité des membres, dont la loi ordonne que le personnel soit nommé suivant la *Loi sur la Fonction publique* ou dont le fonds social fait partie du domaine de l'État, ou d'un organisme mandataire du gouvernement et désigné comme tel dans la loi;

3.3 ☐ Je serai au service exclusif de l'Assemblée nationale, d'un organisme dont celle-ci nomme les membres ou d'une personne qu'elle désigne pour exercer une fonction qui en relève ou je suis moi-même une telle personne;

3.4 ☐ Je serai au service exclusif du cabinet du lieutenant-gouverneur visé à l'article 2.1 de la *Loi sur l'exécutif* (RLRQ, c. E-18), d'un cabinet de ministre visé à l'article 11.5 de cette même loi ou d'un cabinet d'une personne visée à l'article 124.1 de la *Loi sur l'Assemblée nationale* (RLRQ, c. A-23.1);

3.5 ☐ Je serai au service exclusif du Parlement fédéral, de la « Fonction publique » suivant l'article 2 de la *Loi sur les relations de travail dans le secteur public fédéral* (L.C. 2003, c. 22, art.2), des « Forces canadiennes » au sens de l'article 14 de de la *Loi sur la défense nationale* (L.R.C. 1985, c. N-5) ou d'une « société d'État » au sens de l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (L.R.C. 1985, c. F-11);

3.6 ☐ Je serai au service exclusif de la Commission des services juridiques ou d'un centre d'aide juridique institué en vertu de la *Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques* (RLRQ, c. A-14) qui se porte garant, prend fait et cause et répond financièrement de toute faute commise par l'avocat dans l'exercice de sa profession;

3.7 ☐ Je serai au service exclusif d'une municipalité, d'un organisme supramunicipal au sens des articles 18 et 19 de la *Loi sur le régime de retraite des élus municipaux* (RLRQ, c. R-9.3), d'une société de transport en commun constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ, c. S-30.01), d'un centre de services scolaire, d'une commission scolaire ou du Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal qui se porte garant, prend fait et cause et répond financièrement de toute faute commise par l'avocat dans l'exercice de sa profession;

Barreau du Québec

Annexe 2
Avocat à la retraite et Avocat à la retraite avec droit d'exercice restreint

DEMANDE DE DISPENSE
Fonds d'assurance responsabilité professionnelle

(S'applique uniquement au statut d'avocat à la retraite. Si vous souhaitez accéder au statut d'avocat à la retraite avec droit d'exercice restreint, vous devez souscrire à l'assurance responsabilité professionnelle.)

NOTE IMPORTANTE : *Toutes les personnes qui soumettent une requête en réinscription pour adhérer au statut «d'avocat à la retraite» doivent remplir la demande de dispense ci-dessous et la retourner avec leur formulaire,* ***sinon la requête sera considérée comme incomplète.***

JE DEMANDE D'ÊTRE DISPENSÉ DE L'OBLIGATION DE SOUSCRIRE AU FONDS D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE DU BARREAU DU QUÉBEC PARCE QUE :

3.1 ☐ Je serai au service exclusif du Gouvernement du Québec et nommé suivant la *Loi sur la fonction publique* (RLRQ, c. F-3.1.1); ou j'agirai exclusivement à titre de procureur aux poursuites criminelles et pénales nommé suivant la *Loi sur le Directeur des poursuites criminelles et pénales* (RLRQ, c. D-9.1.1);

3.2 ☐ Je serai au service exclusif d'un organisme dont le Gouvernement du Québec ou l'un de ses ministres nomme la majorité des membres, dont la loi ordonne que le personnel soit nommé suivant la *Loi sur la Fonction publique* ou dont le fonds social fait partie du domaine de l'État, ou d'un organisme mandataire du gouvernement et désigné comme tel dans la loi;

3.3 ☐ Je serai au service exclusif de l'Assemblée nationale, d'un organisme dont celle-ci nomme les membres ou d'une personne qu'elle désigne pour exercer une fonction qui en relève ou je suis moi-même une telle personne;

3.4 ☐ Je serai au service exclusif du cabinet du lieutenant-gouverneur visé à l'article 2.1 de la *Loi sur l'exécutif* (RLRQ, c. E-18), d'un cabinet de ministre visé à l'article 11.5 de cette même loi ou d'un cabinet d'une personne visée à l'article 124.1 de la *Loi sur l'Assemblée nationale* (RLRQ, c. A-23.1);

3.5 ☐ Je serai au service exclusif du Parlement fédéral, de la « Fonction publique » suivant l'article 2 de la *Loi sur les relations de travail dans le secteur public fédéral* (L.C. 2003, c. 22, art.2), des « Forces canadiennes » au sens de l'article 14 de de la *Loi sur la défense nationale* (L.R.C. 1985, c. N-5) ou d'une « société d'État » au sens de l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* (L.R.C. 1985, c. F-11);

3.6 ☐ Je serai au service exclusif de la Commission des services juridiques ou d'un centre d'aide juridique institué en vertu de la *Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques* (RLRQ, c. A-14) qui se porte garant, prend fait et cause et répond financièrement de toute faute commise par l'avocat dans l'exercice de sa profession;

3.7 ☐ Je serai au service exclusif d'une municipalité, d'un organisme supramunicipal au sens des articles 18 et 19 de la *Loi sur le régime de retraite des élus municipaux* (RLRQ, c. R-9.3), d'une société de transport en commun constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ, c. S-30.01), d'un centre de services scolaire, d'une commission scolaire ou du Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal qui se porte garant, prend fait et cause et répond financièrement de toute faute commise par l'avocat dans l'exercice de sa profession;

3.8 ☐ Je serai au service exclusif d'un établissement non fusionné, d'un centre intégré de santé et de services sociaux, d'un centre intégré universitaire de santé et de services sociaux au sens de la *Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales* (RLRQ, c. O-7.2), d'un établissement ou d'une régie régionale visé par la partie IV.1 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (RLRQ, c. S 4.2), d'un établissement public visé par la partie IV.2 ou IV.3 de cette loi ou d'un établissement public au sens de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris* (RLRQ, c. S 5);

3.9 ☐ Je ne poserai en aucune circonstance l'un des actes mentionnés à l'article 128 de la *Loi sur le Barreau* (RLRQ, c. B-1);

3.10 ☐ J'exercerai ma profession exclusivement à l'extérieur du Québec;

3.11 ☐ J'exercerai ma profession principalement à l'extérieur du Québec mais je poserai occasionnellement au Québec l'un des actes mentionnés à l'article 128 de la *Loi sur le Barreau*, et je serai couvert par un contrat d'assurance de la responsabilité professionnelle établissant une garantie, au moins équivalente à celle que procure le Fonds d'assurance responsabilité professionnelle du Barreau du Québec, contre la responsabilité que je peux encourir en raison d'une faute commise dans l'exercice de ma profession au Québec.

☐ Je joins une attestation d'assurance.

ENGAGEMENT DU REQUÉRANT

Je m'engage à avertir immédiatement par écrit le directeur général de tout changement modifiant de quelque façon la cause de ma dispense de l'obligation de souscrire au Fonds d'assurance.

_____ Numéro de membre : |___|___|___|___|___|___|—|___|
Signature du requérant

_____
Nom en caractère d'imprimerie

Affirmé solennellement devant moi à _____, ce ___e jour de _____20___.

_____
Commissaire à l'assermentation

RÉSOLUTION DE L'EMPLOYEUR (à remplir seulement si les motifs 3.6 ou 3.7 ont été cochés ci-dessus)

Considérant que (nom de l'organisme) _____ a à son service exclusif un (des) avocat(s), il a été proposé par _____, appuyé par _____ et résolu (résolution nº _____) lors de la séance tenue le _____ 20_____, de déclarer aux fins du Règlement sur l'assurance de la responsabilité professionnelle des membres du Barreau du Québec : «QUE (nom de l'organisme) _____ se porte garant, prend fait et cause et répond financièrement des conséquences de toute erreur ou omission de cet (ces) avocat(s) dans l'exercice de ses (leurs) fonctions.»

Et j'ai signé, ce ___e jour de _____20___.

Je déclare que je serai au service exclusif de cet employeur. _____
Signature du requérant

_____
Nom en caractère d'imprimerie

Copie conforme (personne autorisée, titre) _____